



Semaine du 11 février au 17 février 2008 n° **202**

Sommaire

- **Banlieues** : un plan qui fait « bof »
- **Fonctionnaires** : CGT, FSU, CFDT jugent très insuffisante une hausse de 0,5 %
- **Contrôle aérien** : grève sur la réorganisation en région parisienne
- **Démographie médicale** : Bachelot annonce des incitations à la création de maisons de santé
- **INRAP** : archéologues inquiets pour leur avenir
- **Métier d'enseignant** : les syndicats déçus par le rapport Pochard vont remobiliser
- **TV5Monde** : grève le 13 février contre la réforme de l'audiovisuel extérieur
- **Pfizer Amboise** : 110 emplois liquidés en recherche et développement
- **Alcatel-Lucent Illkirch** : grève pour les salaires
- **Snecma Courcouronnes** : Manif et débrayage pour les salaires
- **Dernières Nouvelles d'Alsace** : mouvement très bien suivi à la rédaction
- **Clemessy** : le groupe va recruter 500 personnes en France
- **Audit sur les manuels d'économie** : le Snes-FSU craint la pression des « lobbys »
- **Affaires culturelles de Paris** : grève contre la précarité
- **IVG** : nombre relativement stable en 2005 sauf chez les mineures
- **Les jeunes et la retraite** : un débat CGT-JOC-UNEF

Édito **Benchmarkons... que diable !**

Avec Laurence Parisot, il est clair que le syndicat des patrons a pris un coup de frais. Fini le ronron des assemblées générales « à la papa », ça décoiffe, ça conceptualise à fond. Après nous avoir gratifié d'une disserte de philo niveau terminale sur la précarité de la vie, la patronne des patrons a fait un « *one woman show* » à Bruxelles, vendredi dernier pour la convention annuelle du Medef. Sur une estrade aux allures de plateau télé, secondée par un personnage en 3D, qui s'échappait virtuellement de son Tee-shirt, pour apparaître sur un écran géant, au son d'une chanson du chanteur Mika, Laurence Parisot a lancé un concept : « *benchmarker, c'est la santé* ». Directement puisé dans la novlangue, il risque de vous assurer un beau succès dans la file du self lorsque vous hésitez entre boudin purée et coquelet coquillette. « *Nous voulons pour la France une stratégie gagnante. Comment la dessiner ? En benchmarkant bien sûr !* », a lancé la présidente du Medef. Benchmarker ? Vous ne saviez pas ? C'est, « *se comparer en permanence aux autres pays pour s'améliorer* ». C'est donc ça ? Benchmarker... comparer. Pendant que vous comparez les avantages respectifs de vos deux plats du jour, Laurence Parisot benchmarke. Et c'est pour ça que vous ne mangez pas à la même cantine... Elle a ainsi imaginé qu'en « *benchmarkant* », on pourrait réussir à mettre en place plusieurs réformes, citant « *la baisse du coût du travail* », « *le transfert progressif des cotisations familiales vers la solidarité nationale* », ou encore la suppression de la taxe professionnelle. Voilà donc derrière les mots nouveaux, les vieilles antiennes patronales. Avant que le mal de tête nous gagne, feuilletons le Robert historique de la langue française, duquel benchmarking est heureusement absent, mais où Alain Rey nous apprend que « *parangonner* » et comparer sont de la même filiation. Son acception moderne (XV^e siècle quand même) est « *modèle, type accompli* » et là on songe à l'expression « *parangon de vertu* ». Décidément bien mal adaptée à l'organisation patronale dont un des membres éminents s'est récemment révélé corrupteur du dialogue social qu'il prétendait fluidifier grâce à des valises de billets. Et si nous aussi, nous benchmarkions nos fiches de paie de



2008 avec celles de 2006 ? Et pourquoi pas benchmarker leur évolution à celle des dividendes de nos actionnaires ? Le benchmarking façon Parisot c'est comparer des systèmes sociaux différents, piquer les idées qui l'arrangent pour les imposer ici avec l'amicale et bienveillante pression de son ami Nicolas. Ainsi, Laurence Parisot a une nouvelle fois pointé du doigt les charges qui pèsent sur les entreprises françaises, supérieures à celles des entreprises anglaises ou allemandes : « *réduire cette différence est devenue notre feuille de route, notre référence, notre objectif* ». Mais dans sa bouche, ce vilain mot de « *charges* » ce n'est autre que du salaire indirect, socialisé, c'est le carburant de notre solidarité interprofessionnelle, intergénérationnelle et fiscale.

Banlieues

Un plan qui fait « bof »

Le plan banlieue dont le grand mystère aura été finalement de savoir qui du Président ou de la ministre Fadela Amara aurait la charge de le présenter aura fait « bof » auprès des acteurs de l'insertion, des associations et des édiles locaux. « On ne s'attendait pas à un miracle, on savait que cela allait être un énième effet d'annonce. On est dans le flou : on ne nous a pas parlé de moyens financiers », a déclaré Mohammed Mechmache, président du collectif AC Le Feu. Du plan Marshall promis par le candidat au plan banlieue du président, il ne reste que 500 petits millions d'euros, pour améliorer les transports en commun en site propre pris sur les crédits affectés au Grenelle de l'environnement. Lorsque l'on connaît le coût d'un kilomètre de tram, on ne va pas aller bien loin. Beaucoup de phrases, des exhortations ou des promesses non chiffrées pour le reste, et notamment pour l'éducation, la formation. En revanche Sarkozy a promis ce qu'il sait le mieux faire : redéploiements de 4 000 postes de policiers existants, dans 200 unités territoriales de quartier chargées d'y maintenir l'ordre et dans des compagnies de sécurisation spécialisées contre les violences urbaines (la première sera créée d'ici juin 2008 en Seine-Saint-Denis).



Fonctionnaires

CGT, FSU, CFDT juge très insuffisante une hausse de 0,5 %

Les fédérations CGT, CFDT et FSU de fonctionnaires ont déclaré mercredi qu'ils jugeaient très insuffisante, au regard de l'inflation, la proposition gouvernementale d'augmenter de 0,5 % pour 2008 le point d'indice servant de base de calcul au traitement des fonctionnaires. « Ca n'est pas recevable. Ca ne peut pas être sérieusement une entrée véritable en négociation »,



a déclaré le secrétaire général de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT, Jean-Marc Canon. « Pour nous, le gouvernement doit revoir sa copie au plus vite », a-t-il ajouté alors que les syndicats de fonctionnaires doivent rencontrer ensemble le ministre du Budget et de la Fonction publique, Éric Woerth, le 18 février, au terme de réunions bilatérales.

Contrôle aérien

Grève sur la réorganisation en région parisienne

Le trafic aérien devrait être assez perturbé cette semaine à Orly et Roissy en raison d'une grève à l'appel de la CGT pour la période du 11 au 15 février pour exiger une consultation des personnels des trois sites de contrôle (Orly, Roissy, Athis-Mons) qui doivent être regroupés à l'horizon 2015-2017 sur un seul site à Athis-Mons. La CGT proteste contre la première phase de ce regroupement, qui prévoit d'envoyer des contrôleurs aériens d'Orly à Roissy dès 2011.



Démographie médicale

Bachelot annonce des incitations à la création de maisons de santé

Participant à la conclusion de la première étape des états généraux de l'organisation de la santé (EGOS) à Paris, la ministre de la Santé a annoncé que le gouvernement inciterait les médecins à mieux se répartir sur le territoire, en favorisant la création de « 100 maisons de santé » où ils pourront exercer en groupe, en particulier dans les



zones manquant de praticiens. L'aide annoncée dans le journal *Le Monde* serait « à hauteur de 50 000 euros maximum par projet ». Dans les zones sous-dotées, la ministre veut « faciliter » l'exercice en « cabinets secondaires » et « l'exercice à temps partiel, le cas échéant en complément d'un temps partiel hospitalier ».

INRAP

Archéologues inquiets pour leur avenir

Une petite centaine d'archéologues de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) ont manifesté mardi 5 février devant le Sénat, l'Assemblée nationale et le Conseil d'État pour dénoncer une « menace de filialisation » de l'INRAP. Les archéologues, en grève pour la journée à l'appel de la CGT et de la FSU, protestent contre « un projet de filiale commerciale de droit privé », rattachée à l'INRAP, qui réaliserait des fouilles préventives dans le Nord de la France sur le projet de canal Seine-Nord Europe reliant le bassin de la Seine à l'Escaut. Les syndicats qui demandent « l'abandon du projet », estiment que cette initiative « remet en question l'ensemble du dispositif de l'archéologie préventive », en ouvrant la voie à la privatisation et à la « ruine du service public ».



Métier d'enseignant

Les syndicats, déçus par le rapport Pochard, vont remobiliser

Le rapport Pochard, remis lundi au ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos, « ne peut servir de base à une négociation » sur l'évolution du métier d'enseignant, a estimé vendredi 8 février une large entente syndicale (Unsen-CGT, Snes-FSU, Snep-FSU, Snuep-FSU, Snaic-CSEN, Snetaa-EIL, SNCL-Faen, SNFOLC, et Sud-Éducation). Selon eux, la commission Pochard a manqué son objectif d'« améliorer et revaloriser » les métiers de l'éducation « en se plaçant d'emblée dans le cadre d'une



logique budgétaire contrainte, d'une aggravation des conditions et de la charge de travail, d'une individualisation des rémunérations et carrières, d'une mise en concurrence des personnels et des établissements, d'une déréglément des obligations de service refusée massivement par la profession l'an dernier ». Les neuf syndicats ont appelé « à maintenir la mobilisation pendant la période des congés de février (...) et conviennent de se retrouver le 20 février pour envisager des suites communes », conclut le communiqué.

TV5Monde

Grève le 13 février contre la réforme de l'audiovisuel extérieur

Huit syndicats de TV5Monde appellent le personnel de la chaîne à cesser le travail le 13 février, s'associant ainsi au mot d'ordre de grève de l'ensemble de l'audiovisuel public, a annoncé l'intersyndicale. Les syndicats entendent ainsi « protester contre la réforme de l'audiovisuel extérieur annoncée par Nicolas Sarkozy, prémices à un démantèlement auquel le personnel et les partenaires francophones de TV5Monde s'opposent ». Le président de la République veut mettre en oeuvre un projet de réforme de l'audiovisuel exté-



rieur, qui verrait la création d'une holding. La holding se nommerait « France Monde » et coifferait les chaînes TV5Monde et France 24 et la radio Radio France Internationale (RFI). Les syndicats de l'audiovisuel public (France Télévisions et Radio France) appellent à la grève pour garantir « la pérennité du service public, de son financement et de son périmètre ». Nicolas Sarkozy a annoncé début janvier la prochaine suppression de la publicité sur les antennes du service public.

Pfizer Amboise

110 emplois liquidés en recherche et développement

La firme pharmaceutique américaine Pfizer a annoncé la fermeture définitive, fin mars, de son centre de recherche et de développement, situé à Amboise (Indre-et-Loire), entraînant la suppression de 110 emplois. Les syndicats ne sont pas parvenus à connaître les raisons pour lesquelles les négociations ont échoué avec les repreneurs potentiels alors que 150 entreprises avaient été contactées depuis un an, que 30 avaient manifesté un intérêt et que 4 avaient négocié une reprise.



Alcatel-Lucent Illkirch

Grève pour les salaires

Environ 400 des 650 salariés de l'équipementier en télécoms Alcatel-Lucent d'Illkirch (Bas-Rhin), se sont mis en grève vendredi 8 février pour le maintien de leurs salaires et de leur pouvoir d'achat. Les 400 grévistes, majoritairement des cadres et des ingénieurs, s'étaient rassemblés devant l'entreprise dans la matinée pour un mouvement qualifié de « très bien suivi » par les syndicats CGT,



CFE-CGC, CFDT-FO. Alors que le calcul du 13^e mois des cadres et des ingénieurs, qui représente 10 % de leur salaire annuel, reposait jusqu'à présent sur un accord datant de 1992, la direction veut imposer une indexation sur les résultats du groupe. Mais avec ce nouveau calcul, les cadres pourraient voir leur 13^e mois amputé de 70 %. Par ailleurs, les salaires sont gelés depuis 2000.

Snecma Courcouronnes

Manif et débrayage pour les salaires

Plusieurs centaines de salariés de Snecma, qui fabrique des moteurs d'avions, ont manifesté mercredi à l'appel d'une intersyndicale CGT-CFDT-FO-CGC-CFTC devant le siège de l'entreprise à Courcouronnes (Essonne) lors d'un débrayage de deux heures pour demander des augmentations de salaire. La CGT demande 3,8 % d'augmentation générale des salaires



Dernières Nouvelles d'Alsace

Mouvement très bien suivi à la rédaction

La rédaction du quotidien régional les Dernières Nouvelles d'Alsace a observé mardi dernier une grève reconductible pour protester contre des menaces pesant sur l'emploi. Le mouvement de protestation a été suivi par 65 % des journalistes (118 journalistes sur 180 présents). Les journalistes



SNJ, et CFDT. protestent, pour la première fois depuis 1995, contre le refus du nouveau directeur général du quotidien, Jean-Claude Bonnaud, de reconduire un accord annuel sur le maintien des effectifs, a précisé l'intersyndicale SNJ-CGT,

Clemessy

Le groupe va recruter 500 personnes en France

Le groupe Clemessy (installations électriques pour l'industrie), filiale de Dalkia la branche énergie de Veolia Environnement, annonce qu'il recrutera quelque 500 personnes cette année, essentiellement des ingénieurs et des chefs de projet, des technico-commerciaux, des chefs de chantier ou des monteurs électriciens.



Audit sur les manuels d'économie

Le Snes-FSU craint la « pression des lobbys »

Le Snes-FSU a mis en garde jeudi, dans un communiqué, contre une « pression des lobbys » sur la commission chargée de réaliser un audit sur les programmes et les manuels de sciences économiques et sociales (SES) au lycée. Le syndicat a mis en garde « contre toute tentative de réécriture (des programmes) sous la pression des lobbys ». Il a expliqué sa crainte que le travail de la commission, présidée par Robert Guesnerie, professeur au collège de France, n'ait une « approche des SES (...) plus proche des souhaits du Medef », et recommande de « réduire la part du programme occupée par la sociologie ». La commission, composée



entre autres d'universitaires, d'un membre de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (Apses) et de Michel Pébereau, président du conseil d'administration de BNP-Paribas, a été installée mardi par le ministre de l'Éducation. Outre examiner « le contenu des manuels de sciences économiques et sociales au lycée », elle doit réfléchir sur « la pertinence et la cohérence des objectifs et des contenus des programmes de SES (...) au regard à la fois des exigences de formation de citoyens éclairés et de la préparation à des études supérieures relevant de ce champ de connaissances », selon le ministère.

Affaires culturelles de Paris

Grève contre la précarité

L'intersyndicale CGT, FO, UNSA, SUPAP-FSU des personnels de la direction des affaires culturelles de la Ville de Paris, a appelé à une grève et à un rassemblement à l'Hôtel de Ville de Paris, jeudi 7 février, pour demander la fin de la précarité des personnels. Les syndicats réclament un plan de



titularisation dans les délais les plus brefs ou de vrais contrats pour les agents précaires, qui représentent 25 % des personnels de la direction des affaires culturelles, essentiellement du personnel féminin comme les vacataires pour les expositions temporaires ou les conférenciers.

IVG

Nombre relativement stable en 2005 sauf chez les mineures

Avec quelques petites fluctuations d'une année sur l'autre, le nombre d'IVG a peu varié depuis leur légalisation en 1975, malgré le développement de la contraception d'urgence (pilule du lendemain), mais il continue à croître chez les mineures (12 140 filles de 15 à 17 ans et 850 moins de 15 ans concernées) et les femmes de moins de 20 ans. La France se situe avec la Suède et le Royaume-Uni parmi les pays de l'Union européenne qui ont les taux de recours à l'IVG les plus élevés.



Les jeunes et la retraite

Un débat CGT-JOC-UNEF

La CGT engage une nouvelle phase de sa campagne revendicative sur les retraites avec la tenue d'une initiative débat préparée avec la JOC et l'UNEF « *les jeunes, la retraite et le rendez-vous 2008* » le vendredi 15 février de 13 h 30 à 17 h à la Bourse nationale du travail à



Montreuil, salle du CCN. Une table ronde réunira Inès Minin, présidente de la JOC, Jean-Baptiste Prévost, président de l'UNEF, Bernard Thibault, Secrétaire général de la CGT.

Invitation à télécharger sur le site de la CGT : <http://docsite.cgt.fr/1201789224.pdf>